



Union européenne – Informations générales

- Approche coordonnée UE : restrictions aux libertés de circulation.
- Remaniement partiel de la Commission européenne
- Consultation – Vision zones rurales 2040
- Risques de violation de l'accord de retrait UE/Royaume-Uni

Politique numérique

- Groupe Données massives de l'EMA – programme de travail

Actualité européenne de la protection sociale SANTE

- Echange de vues Parlement/Commission sur le vaccin Covid
- Echange de vues Parlement/ECDC
- Essai pour le service passerelles entre applications nationales de traçage
- Documentation OSHA sur la grippe saisonnière

FAMILLE/JEUNESSE

- Question parlementaire sur l'indexation des prestations familiales
- Récents développements sur les politiques familiales et de l'enfance dans l'UE

EMPLOI ET AFFAIRES SOCIALES

- Lutte contre le travail non déclaré
- Fin de la seconde consultation sur le salaire minimum européen
- Coopération européenne en matière de travail non déclaré
- Rapport ESPN – Accès des populations défavorisées aux services essentiels

Agenda Publications

REIF Info, veille européenne réalisée par :
Arnaud Emériau : +32 (0) 2 282 05 63
Audrey Tourniaire : +32 (0) 2 282 05 59
Anne-Claire Le Bodic : +32 (0) 2 282 05 64
Pour vous désabonner, merci d'envoyer un mail à info@reif-eu.org

FOCUS : Commission européenne : qu'est-ce qu'il y a sous ton grand chapeau ?

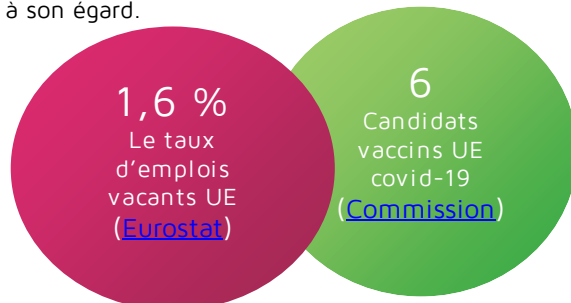
La Commission n'a guère levé le pied cet été. Si elle a évidemment poursuivi ses initiatives afin de soutenir les Etats membres dans la lutte contre la Covid-19 (interopérabilité des applications de traçage, négociations en vue de l'obtention d'un vaccin, tentative de coordination des restrictions circulatoires des Etats membres...), d'autres fronts ont été ouverts : des feuilles de routes portant sur les questions de données et d'intelligence artificielle ainsi que sur la future garantie enfance, une consultation sur la vision à long terme pour les zones rurales, ou encore un rapport de prospective stratégique pour une Europe plus résiliente ont été publiés. Le tout contribuerait presque à nous faire oublier que les négociations du Brexit se poursuivent, mobilisant des ressources administratives considérables au niveau de l'Union comme des Etats membres.

Le Parlement n'est pas en reste : le débat sur la proposition budgétaire pluriannuelle du Conseil occupe largement les eurodéputés, mais d'autres thématiques n'ont pas été remisées. La Commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire a par exemple déjà auditionné, depuis la rentrée, la Directrice de l'ECDC et la Directrice générale adjointe de la DG Sante.

La question du caractère réaliste de l'ambition et du programme de la Commission, que nous avons déjà soulevée en début de mandat, se pose avec plus d'acuité aujourd'hui. En matière de santé, par exemple, si la lutte contre la pandémie va continuer de constituer une priorité, la Commission n'entend pas revenir sur ses priorités initiales. La consultation sur la stratégie pharmaceutique qui s'achève aujourd'hui a d'ores et déjà mobilisé d'importantes ressources, mais elle ne constitue que les prémisses de nombreuses initiatives attendues dans les prochains mois sur les pénuries, les droits de propriété intellectuelle, le financement de la recherche ou encore, espérons-le, la transparence. L'ambitieux Plan Cancer annoncé en début de mandat reste par ailleurs d'actualité, avec une proposition attendue début décembre.

En matière sociale, alors que les conséquences de la pandémie ont là aussi nécessité (et nécessiteront) de nombreuses mesures ad-hoc, rien n'indique que la Commission entende dévier de son programme sur le Socle européen des droits sociaux ou encore sur le salaire minimum.

Des éléments supplémentaires seront livrés par la Présidente de la Commission demain, dans son Discours sur l'état de l'Union. Il existe néanmoins de nombreuses raisons de s'interroger, dans un contexte budgétaire contraint, sur les ressources allouées à l'Union européenne et plus particulièrement à ses institutions. Alors que certaines des compétences acquises par l'Union européenne au gré des événements récents seront sans doute amenées à être pérennisées, rien n'indique, dans la dernière proposition budgétaire, que les ressources nécessaires à leur déploiement ne lui soient allouées. Un terrain malheureusement fertile pour le développement de l'hostilité à son égard.



Une coordination plus étroite des restrictions de mouvement liées à la pandémie de coronavirus.

Vendredi 4 septembre, la Commission a soumis au Conseil une proposition visant à mieux coordonner les mesures restreignant la libre circulation dans l'Union européenne. Au programme: une harmonisation des critères et des seuils de contamination utilisés par les Etats membres à l'heure d'imposer des mesures restrictives, un code couleur unique pour identifier les zones à risque, un cadre commun régissant les mesures appliquées aux voyageurs, et une communication claire et coordonnée de l'évolution des mesures dans le temps. Le dossier est à présent entre les mains du Conseil en vue d'une adoption dans les semaines à venir.

Pour plus d'informations, voir :

https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_1555

Remaniement du Collège des Commissaires suite à la démission de Phil Hogan.

La présidente de la Commission Européenne Ursula von der Leyen a révélé le 8 septembre la nouvelle composition du Collège des Commissaires, un changement provoqué par la démission du Commissaire au commerce Phil Hogan. Des deux candidats avancés par le gouvernement irlandais en remplacement de Hogan, c'est Mairead McGuinness, députée européenne et Vice-présidente du Parlement Européen, qui a été retenue. Elle se voit confier les services financiers, la stabilité financière et l'Union des marchés des capitaux. Le Vice-président exécutif de la Commission Valdis Dombrovskis, précédemment en charge de ce portefeuille, hérite quant à lui du commerce.

Pour plus d'informations, voir :

https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/STATEMENT_20_1573

Consultation publique – Vision à long terme pour les zones rurales en 2040.

La Commission européenne a lancé le 7 septembre une consultation publique sur une initiative en faveur d'une vision à long terme pour les zones rurales en 2040, ouverte en ligne jusqu'au 30 novembre 2020. Cette consultation est une première étape vers une communication de la Commission qui sera publiée à la mi-2021. La Communication visera à soutenir un débat au niveau européen sur l'avenir des zones rurales et la place qu'elles devraient occuper dans notre société. Y seront par exemple abordés les défis spécifiques, notamment liés à l'éloignement tel que l'accès aux services publics et de santé.

Pour plus d'informations, voir :

https://ec.europa.eu/france/news/20200907/consultation_publique_zones_rurales_fr

Déclaration de la Commission - Risques de violation de l'accord de retrait britannico-européen.

À la suite de la publication par le gouvernement britannique le 9 septembre d'un projet de loi sur le marché intérieur remettant en cause l'accord de retrait entre l'UE et le Royaume-Uni entré en vigueur le 1^{er} février 2020, Maros Sefcovic, vice-président de la Commission européenne, a déclaré que si ce projet de loi devait être adopté, il constituerait une violation de l'accord de retrait et du droit international. Il a rappelé que l'Union européenne n'hésiterait pas à utiliser tous les mécanismes et voies de recours, qui permettent de réagir à des violations d'obligations légales contenues dans le texte.

Pour plus d'informations, voir :

https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/STATEMENT_20_1607

Premier rapport de prospective stratégique de la Commission.

La Commission européenne a adopté le 9 septembre son premier rapport de prospective stratégique, qui vise à recenser les nouveaux défis et les nouvelles possibilités en vue de mieux orienter les choix stratégiques de l'Union. Le rapport expose la raison d'être du recours à la prospective dans l'élaboration des politiques de l'UE et introduit un concept global de résilience de l'UE sous l'angle des quatre dimensions socio-économique, géopolitique, écologique et numérique.

Pour plus d'informations, voir :

https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_1586

Publication du programme de travail du comité de pilotage sur les données massives de l'EMA.

Le *Big Data Steering Group*, établi en février dernier par l'Agence européenne du médicament (EMA) et les Chefs des agences du médicament (HMA), a publié son programme de travail 2020-2021. Ses travaux s'inscrivent dans le cadre de la [stratégie de science réglementaire 2020-2025](#) de l'agence. Onze priorités ont été identifiées et accompagnées d'un calendrier de mise en œuvre. Elles incluent notamment la création d'un réseau sur les données en vie réelle, le commissionnement d'une étude sur les initiatives en matière de qualité des données et une initiative portant sur la transparence des données des études.

Enfin, la stratégie prévoit la constitution d'un forum de mise en œuvre des données massives qui devrait inclure les représentants des payeurs.

Pour plus d'informations, voir :

https://www.ema.europa.eu/en/documents/work-programme/workplan-hma/ema-joint-big-data-steering-group_en.pdf

Santé

Echange de vues Commission-Parlement sur la stratégie autour du vaccin Covid.

Un échange de vues a eu lieu le 7 septembre dernier entre la Commission environnement, santé publique et sécurité alimentaire (ENVI) du Parlement européen et la Directrice générale adjointe de la DG SANTE Sandra Gallina. L'exécutif est quasiment en phase de conclusion d'appels d'offre avec les entreprises suivantes : AstraZeneca, Johnson & Johnson, Sanofi, Moderna, CureVac et Biontech. Ne sachant pas quels essais vont aboutir, la Commission a fait le choix de préconstituer un portefeuille de vaccins potentiels, ce qui aura aussi l'avantage de couvrir des vaccins basés sur des technologies différentes. Plusieurs eurodéputés ont souligné les interrogations autour de la responsabilité des fabricants, que certains d'entre eux chercheraient à lever, mais Madame Gallina a expliqué que ni les clauses habituelles de responsabilité, ni celles d'indemnisation n'avaient été amendées.

Des échanges entre la Commission ENVI et des représentants de l'industrie pharmaceutique sont prévus sur le même sujet fin septembre.

Pour plus d'informations, voir :

https://emeeting.europarl.europa.eu/emeeting/committee/agenda/202009/ENVI?meeting=ENVI-2020-0907_1&session=09-07-16-45

Echange de vues entre la Commission ENVI et la Directrice de l'ECDC.

Un dialogue entre la Directrice du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC), Andrea Ammon, et la Commission ENVI était organisé le 2 septembre dernier. Malgré le caractère peu comparable des méthodologies et des données récoltées, l'ECDC constate une reprise épidémique à l'échelle de l'UE, le tableau n'étant néanmoins pas homogène. Le Dr. Ammon est également revenue sur la question du mandat de l'ECDC, jusqu'à présent cantonné à la collecte de données et l'analyse de risques. Elle constate que de nombreuses voix, y compris au Conseil, souhaitent y adjoindre la (coordination de la) préparation des Etats membres ainsi que l'émission de recommandations, ce qui constituait jusqu'alors un tabou. Enfin, elle a annoncé que le Centre se penche actuellement plus particulièrement sur la question de la durée de quarantaine et celle des secondes contaminations.

Pour plus d'informations, voir :

<https://www.europarl.europa.eu/committees/en/ecdc-update-on-covid-19-state-of-play/product-details/20200901CAN56882>

Premiers essais pour le service passerelle entre applications nationales de traçage.

Suite aux accords trouvés avant l'été par les Etats membres sur les lignes directrices d'interopérabilité et les spécifications techniques des applications de traçage dans le cadre de l'épidémie de Covid-19, la Commission européenne a annoncé le 14

septembre le lancement des premiers essais visant à rendre interopérables les applications nationales. 6 Etats membres (Allemagne, Italie, Danemark, République tchèque, Irlande et Lettonie) sont concernés par ce test qui vise à faire communiquer leurs serveurs dorsaux.

Pour plus d'informations, voir :

https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_20_1606

Publication de la documentation de l'OSHA pour réduire la charge de la grippe saisonnière sur le lieu de travail.

L'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (OSHA) a publié une série de documents visant à réduire le poids de la grippe saisonnière sur le lieu de travail, un objectif particulièrement important au regard de l'épidémie de Covid-19. Les documents s'adressent tant aux professionnels qu'au grand public, avec des infos, vidéos et affiches.

Pour plus d'informations, voir :

<https://osha.europa.eu/fr/highlights/stop-pandemic-resources-reduce-burden-seasonal-influenza-workplace>

Avis de la Commission du Développement Régional au Parlement Européen pour le dispositif REACT-EU.

La Commission parlementaire du Développement Régional s'est prononcée le 7 septembre sur la proposition de la Commission Européenne visant à débloquer des fonds supplémentaires pour couvrir les dépenses liées à la crise du coronavirus. Un soutien aux régions et aux populations les plus affectées par la crise, en particulier dans les domaines de la santé et des services publics, pourrait être apporté à travers l'instrument REACT-EU. Les eurodéputés ont insisté sur la nécessité de maintenir les 55 milliards d'euros alloués face aux demandes de coupes budgétaires du Conseil Européen. Le rapport de la Commission parlementaire propose également de prolonger la durée du dispositif jusqu'en 2024, contre 2022 dans le texte de la Commission Européenne, et de fixer la date d'éligibilité au 1er Février 2020. Le texte devrait être présenté en plénière cette semaine.

Pour plus d'informations, voir :

<https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20200904IPR86420/react-eu-soutien-de-l-ue-pour-attenuer-les-effets-de-la-crise-du-covid-19>

Famille/Jeunesse

Question parlementaire et réponse de la Commission – Indexation prestations familiales.

Le 11 septembre, la Commission européenne a répondu à une question posée par l'eurodéputé Ioan-Rare Bogdan (PPE/ Roumanie) sur la compatibilité avec les Traités européens de la loi autrichienne d'indexation des prestations familiales selon le coût du lieu de résidence des enfants. L'exécutif européen y annonce qu'il a saisi le 22

juillet 2020 la Cour de justice d'une demande visant à faire déclarer la législation autrichienne incompatible avec le droit communautaire.

Pour plus d'informations, voir :

[https://www.europarl.europa.eu/RegData/questions/reponses_qe/2020/004470/P9_RE\(2020\)004470_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/questions/reponses_qe/2020/004470/P9_RE(2020)004470_EN.pdf)

Récents développements sur les politiques familiales et de l'enfance dans l'UE.

La Plate-forme européenne pour l'investissement en faveur des enfants (EPIC) présente un tour d'horizon des derniers développements de la politique de l'enfance et de la famille dans les États membres de l'UE en août 2020. A titre d'exemple, la Plateforme cite une récente initiative danoise qui vise à protéger les enfants et les jeunes vulnérables contre les agressions et les abus, en garantissant des interventions précoces et des conseils juridiques ou encore le soutien exceptionnel en Allemagne aux parents d'enfants en phase terminale dans le contexte de la pandémie de la covid-19.

Pour plus d'informations, voir :

<https://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=89&furtherNews=yes&newsId=9770&langId=en>

Emploi et affaires sociales

Exemples de coopérations européennes dans la lutte contre le travail non déclaré.

La Commission européenne a présenté le 3 septembre sur le site internet de la Direction Générale de l'Emploi quelques exemples réussis de coopérations transfrontalières multi-acteurs (partenaires sociaux, inspections du travail...). Sont cités par exemple l'expérimentation entre la Norvège et la Lituanie d'une inspection conjointe pour s'attaquer aux activités non enregistrées dans le secteur de la construction ; les accords entre partenaires sociaux belges, bulgares et polonais visant à garantir la protection des travailleurs en leur permettant de bénéficier des services d'autres syndicats lorsqu'ils sont employés à l'étranger, ou encore de manière générale les échanges d'informations et de bonnes pratiques dans le cadre de la plateforme européenne de lutte contre le travail non déclaré qui doit fusionner fin 2021 au sein de l'Autorité européenne du Travail.

Pour plus d'informations, voir :

<https://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=89&furtherNews=yes&newsId=9765&langId=en>

Fin de la deuxième phase de consultation sur un salaire minimum équitable européen.

Lancée le 3 juin 2020, la deuxième phase de consultation des organisations syndicales et patronales européennes sur la manière de garantir des salaires minimums équitables pour tous les travailleurs de l'UE s'est achevée début septembre. Cette seconde phase a consisté à identifier le type d'instrument le plus approprié, c'est-à-dire une directive ou une recommandation non contraignante du Conseil. Si [la Confédération européenne des Syndicats \(ETUC\)](#) plaide dans sa réponse pour l'instauration d'une directive-cadre assortie de garanties du respect des prérogatives nationales en termes de négociation collective, la fédération patronale européenne, [Business Europe](#), argue quant à elle en faveur de l'adoption d'une recommandation non contraignante. La prochaine étape de cette seconde phase de consultation consistera soit en négociations entre les partenaires sociaux en vue de la conclusion d'un accord au titre de l'[article 155 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne \(TFUE\)](#), soit en la présentation d'une proposition par la Commission européenne.

Pour plus d'informations, voir :

https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20

Déclaration commune sur l'intégration des migrants et des réfugiés sur le marché du travail européen.

Dans le cadre du partenariat européen pour l'intégration signé le 20 décembre 2017, la Commission, les partenaires économiques et sociaux ont signé une déclaration commune le 7 septembre dans laquelle ils expriment leur intérêt pour une poursuite de la coopération dans le domaine de la migration de main-d'œuvre. Les signataires réaffirment l'importance d'une approche multipartite pour favoriser l'intégration précoce sur le marché du travail, qui soit bénéfique aussi bien pour les réfugiés que pour l'économie et la société au sens large.

Pour plus d'informations, voir :

https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_1561

Nouveau rapport de synthèse du réseau européen de politique sociale (ESPN) sur l'accès des populations défavorisées aux services essentiels.

Le 7 septembre, le réseau européen de politique sociale (ESPN) a publié un [rapport de synthèse](#) sur l'accès des populations à faibles revenus aux six services essentiels définis dans le [socle européen des droits sociaux](#). Couvrant les 27 pays de l'Union et 8 pays tiers, le rapport conclut que ces services sont encore trop peu accessibles aux faibles revenus et avance plusieurs recommandations.

Pour plus d'informations, voir:

<https://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=89&furtherNews=yes&newsId=9764&langId=en>

Evènements à venir

18 septembre 2020, en ligne – *Health Policy Platform : EU vaccine strategy.*

La *Health Policy Platform* organise un webinaire destiné à préciser l'intention et l'action de la Commission en matière d'obtention de vaccins Covid. Y participeront la Commissaire à la santé Stella Kyriakides, la Directrice générale adjointe Sandra Gallina et John Ryan, Directeur en charge de la Santé publique.

Pour plus d'informations, voir :

https://ec.europa.eu/health/policies/events/ev_20200918_en

24 septembre 2020, en ligne – *Health Policy Platform : Implementation of digital skills for future-proof doctors.*

Le webinaire de la *Health Policy Platform* sur les compétences numériques des médecins sera l'occasion de présenter deux bonnes pratiques nationales (l'introduction de la formation numérique dans les cursus de formation médicale en Finlande et les compétences numériques des étudiants en médecine en Autriche), complétées par une présentation générale de la Fédération européenne des étudiants en médecine (EMSA) sur les obstacles à la mise en œuvre de telles mesures.

Pour plus d'informations, voir :

https://ec.europa.eu/health/policies/events/ev_20200918_en

6 octobre 2020, en ligne – *Leaving no one behind and striving for more - Fairness and solidarity in the EU social market economy.*

Ce webinaire organisé par la Commission Européenne aura pour objet de présenter les conclusions de l'édition 2020 du rapport *Employment and Social Developments in Europe*. Les intervenants aborderont le rapport dans le contexte de la crise du coronavirus et du plan d'action pour la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux.

Pour plus d'informations, voir :

<https://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=en&catId=88&eventsId=1726&furtherEvents=yes>

Mary Guy, *Can Covid-19 change the EU competition law in health*, Observatoire Social européen, Septembre 2020, 11p.

Pour l'auteur de cette publication, au-delà de son action au titre de l'article 168 du Traité, la Commission a également agi sur la base de ses compétences (plus étendue) en matière de concurrence pour soutenir les Etats membres dans leur réponse à l'épidémie de Covid-19 via l'assouplissement temporaire en matière de politique *antitrust* (par exemple en permettant l'échange d'informations sensibles) et en matière d'aides d'état (notamment en matière de soutien à la recherche et à la production).

La note rappelle qu'il n'existe pas à proprement parler de droit de la concurrence en matière de santé au niveau européen, suggérant qu'il s'agit là d'un secteur comme un autre. En revanche, le cadre juridique et la jurisprudence actuelle ont tendance à considérer les prestataires de soins comme des sujets du droit de la concurrence et à en exclure l'assurance maladie. L'auteur s'interroge dès lors sur la possibilité que les mesures exceptionnelles mises en œuvre ces derniers mois puissent constituer les prémisses d'un droit de la concurrence spécifique à ce secteur. Si ce cadre temporaire devait être pérennisé, son effet pourrait être bénéfique dans certains domaines (lutte contre les pénuries) et contre-productif dans d'autres (financement de la recherche). En conclusion, l'auteur plaide donc plutôt pour le réexamen des exceptions au cadre applicable aux services d'intérêt économique général (SGEI).

Pour plus d'informations, voir :

http://www.ose.be/files/publication/OSEPaperSeries/Guy_2020_OpinionPaper25.pdf

Recommandations de la COFACE pour rendre les systèmes éducatifs européens plus inclusifs vis-à-vis des enfants handicapés.

Le groupement d'associations pour la politique familiale COFACE Families Europe a publié une série de recommandations pour faciliter l'inclusion des enfants handicapés au sein des systèmes éducatifs européens. Ces recommandations font suite à un webinaire sur le même sujet organisé le 14 septembre, et se déclinent en 15 points répartis entre 5 thématiques : *Support, Human Rights, Independence, Families, Transition*.

Pour plus d'informations, voir :

<http://www.coface-eu.org/disability/no-more-time-to-waste-to-shift-towards-inclusive-education/>

La Représentation des Institutions Françaises de sécurité sociale auprès de l'Union européenne (REIF) a été créée en mai 2003 pour représenter les caisses de sécurité sociale française de base auprès de l'Union européenne.

Depuis le 01 avril 2015, elle regroupe toutes les branches du régime général pour les travailleurs salariés et indépendants et le régime agricole : l'assurance maladie (CNAM), la retraite (CNAV), la famille (CNAF), le recouvrement (ACOSS), la mutualité sociale agricole (CCMSA), ainsi que l'École Nationale Supérieure de Sécurité sociale (EN3S), l'Union des Caisses nationales de Sécurité sociale (UCANSS). Le Centre des Liaisons Européennes et Internationales de Sécurité Sociale (CLEISS) et la Caisse de Retraite du Personnel Navigant Professionnel de l'Aéronautique Civile (CRPNPAC) l'ont également rejoint.

